

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/206355]

5 OKTOBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 9 maart 2023 betreffende de "Inventaire centralisé des adresses et des rues" (Gecentraliseerde inventaris van adressen en straten)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 maart 2023 betreffende de "Inventaire centralisé des adresses et des rues" (Gecentraliseerde inventaris van adressen en straten), de artikelen 1, tweede lid, 5°, 5, eerste lid en 14;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 januari 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 26 januari 2023;

Gelet op het rapport van 16 december 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 73.233/4 van de Raad van State, gegeven op 5 april 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor cartografie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De beheerder bedoeld in artikel 1, tweede lid, 5°, van het decreet van 9 maart 2023 betreffende de "Inventaire centralisé des adresses et des rues" (Gecentraliseerde inventaris van adressen en straten) is het Departement Overkoepelende gegevens van de Waalse Overheidsdienst Digitale technologieën.**Art. 2.** De specificaties met betrekking tot het aanmaken en het bijwerken van ICAR omvatten technische bepalingen die ten minste de volgende elementen bepalen:

1° de manier waarop de verschillende componenten van een adres in ICAR worden opgenomen;

2° de manier waarop de geschiedenis van de transacties in ICAR wordt bijgehouden;

3° de toegankelijkheid van ICAR voor de gebruikers.

De specificaties bedoeld in het eerste lid worden bepaald door de beheerder bedoeld in artikel 1.

Art. 3. Treden in werking op de tiende dag volgend op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*:

1° het decreet van 9 maart 2023 betreffende de "Inventaire centralisé des adresses et des rues" (Gecentraliseerde inventaris van adressen en straten);

2° dit besluit.

Art. 4. De Minister die bevoegd is voor cartografie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 oktober 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPODe Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206353]

9 NOVEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 portant organisation de mesures budgétaires et comptables diverses, des contrôle et audit internes budgétaires et comptables, du contrôle administratif et budgétaire et de la structure budgétaire de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée, l'article 20;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 28/3, inséré par le décret du 3 décembre 2015;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les articles 100 et 101, alinéa 2, insérés par le décret du 17 décembre 2015;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 portant organisation de mesures budgétaires et comptables diverses, des contrôle et audit internes budgétaires et comptables, du contrôle administratif et budgétaire et de la structure budgétaire de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 juillet 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2023;

Vu le rapport du 10 juillet 2023 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire, donné le 1^{er} septembre 2023;Vu l'avis de la Cellule d'informations financières, donné le 1^{er} septembre 2023;

Vu l'avis du Conseil général de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, donné le 7 septembre 2023;

Vu l'avis 74.486/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 octobre 2023 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé et de l'Action sociale, de la Ministre en charge des allocations familiales et du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

CHAPITRE 2. — *Dispositions relatives à l'élaboration du budget*

Art. 2. L'article 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 portant organisation de mesures budgétaires et comptables diverses, des contrôle et audit internes budgétaires et comptables, du contrôle administratif et budgétaire et de la structure budgétaire de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, est abrogé.

Art. 3. Dans l'article 21 du même arrêté, les mots « Sur base des éléments visés à l'article 20, » sont abrogés et les mots « repris dans la circulaire budgétaire du Gouvernement wallon » sont insérés entre les mots paramètres macroéconomiques » et les mots « et sur la base de l'évolution pluriannuelle ».

Art. 4. Dans le livre II, Titre II, Chapitre I^{er}, section 1, du même arrêté, la sous-section 1, comportant l'article 22, est abrogée.

Art. 5. A l'article 23 du même arrêté, les mots « article 20 » sont remplacés par les mots « article 21 ».

Art. 6. A l'article 24 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les mots " à l'article 20 " sont remplacés par les mots « à l'article 21 »;

2^o dans le paragraphe 3, les mots « au plus tard pour le 15 avril de l'année précédant l'exercice budgétaire concerné » sont abrogés.

Art. 7. A l'article 25 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots " à l'article 20 " sont remplacés par les mots « à l'article 21 »;

b) le dernier alinéa est abrogé;

2^o dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 8. Dans l'article 26 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le Conseil général arrête le projet de budget des missions sur la base des éléments visés à l'article 25 ainsi que le projet de budget de gestion établi sur la base des paramètres visés à l'article 21. ».

Art. 9. Dans l'article 33 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 10. L'article 35 du même arrêté est abrogé.

Art. 11. Dans l'article 36 du même arrêté, les mots « Sur base des éléments visés à l'article 20, » sont abrogés.

Art. 12. Dans le livre II, Titre II, Chapitre II, section 2, du même arrêté, la sous-section 1, comportant l'article 37, est abrogée.

Art. 13. A l'article 38 du même arrêté, les mots « article 35 » sont remplacés par les mots « article 36 ».

Art. 14. À l'article 39 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots " à l'article 35 " sont remplacés par les mots « à l'article 36 »;

b) le dernier alinéa est abrogé;

2^o dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 15. L'article 40, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Le Conseil général arrête le projet de budget ajusté des missions sur la base des éléments visés à l'article 39 ainsi que le projet de budget de gestion ajusté, établi sur la base des paramètres visés à l'article 36. ».

Art. 16. Dans l'article 47 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 17. L'article 49 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 49. Toute proposition d'adaptation technique du budget est soumise à l'approbation des Comités de branche concernés avant dépôt pour avis au Conseil de monitoring financier et budgétaire et pour approbation au Conseil général.

La décision des Comités de branche concernés lance la procédure d'adaptation technique du budget. ».

Art. 18. L'article 50 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 50. Le Conseil général dispose de la décision des Comités de branche concernés et de l'avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire au plus tard cinq jours avant de se prononcer sur la proposition d'adaptation technique qui lui est faite. ».

Art. 19. L'article 51 du même arrêté est abrogé.

Art. 20. Dans l'article 98, § 1^{er}, 2^o, du même arrêté, les mots " pour lesquelles l'avis préalable de l'Inspecteur des Finances est requis conformément à l'article 101 " sont insérés entre les mots " subventions facultatives " et les mots " de plus de 25.000 euros ".

Art. 21. L'article 101 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 101. § 1^{er}. Sont soumis, pour avis préalable, à l'Inspecteur des Finances :

1° les points soumis à l'accord préalable du Ministre du Budget en application de l'article 98;

2° les points soumis à la signature des Ministres fonctionnellement compétents, en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2015 portant sur les délégations des compétences relatives aux missions de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, à l'exception des subventions :

a) qui sont accordées conformément à des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant de manière ferme et définitive;

b) autres, dont le montant est inférieur ou égal à 25.000 euros;

3° les marchés publics de travaux, de fournitures et de services dont le montant de l'estimation ou le montant hors T.V.A. est supérieur ou égal aux montants suivants :

	Procédure ouverte Procédure restreinte	Procédure concurrentielle avec négociation Procédure négociée directe avec publication préalable Dialogue compétitif Partenariat d'innovation	Procédure négociée sans publication préalable
Travaux	500.000	250.000	85.000
Fournitures	250.000	150.000	85.000
Services	250.000	150.000	85.000

Pour les marchés publics dont le montant est supérieur ou égal aux montants précités, l'avis de l'Inspecteur des Finances est requis :

a) au stade de la proposition de passation de marché, en fonction de l'estimation du marché;

b) le cas échéant, au stade de la décision de sélection, dans le cadre d'une procédure restreinte, d'une procédure concurrentielle avec négociation, d'un dialogue compétitif, ou la décision d'évaluation des offres indicatives dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique;

c) au stade de la proposition d'attribution du marché public ou de conclusion de l'accord-cadre. Pour toute modification en cours d'exécution ou décompte, le montant du marché principal est également pris en compte.

Par dérogation au paragraphe 1^{er}, 3°, l'avis de l'Inspecteur des Finances n'est pas requis pour :

1° toute commande réalisée par le biais d'une centrale d'achats gérée par l'entité, le service administratif à comptabilité autonome, l'entreprise régionale ou l'organisme de type 1, ou tout marché fondé sur un accord-cadre conclu par l'entité, le service administratif à comptabilité autonome, l'entreprises régionale ou l'organisme de type 1, dont le montant est inférieur à 85.000 euros hors T.V.A. Le montant de 85.000 euros hors T.V.A. se réfère au montant total estimé de la commande ou du marché sur douze mois;

2° toute modification en cours d'exécution ou décompte jusqu'à concurrence de quinze pour cent de la valeur du marché initial. Lorsque plusieurs modifications ou décomptes successifs sont effectués, la valeur de quinze pour cent est déterminée sur la base de la valeur cumulée des modifications ou des décomptes successifs.

§ 2. Les autres types de dépense ou d'engagement, dont le montant est inférieur ou égal à 25.000 euros ne sont pas soumises à l'avis préalable de l'Inspecteur des Finances. ».

CHAPITRE 3. — Dispositions finales

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Art. 23. Par dérogation à l'article 22, les articles 20 et 21 entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 24. Le Ministre qui a l'action sociale et la santé dans ses attributions et le Ministre qui a le budget dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 novembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/206353]

9 NOVEMBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2019 houdende organisatie van diverse budgettaire en boekhoudkundige maatregelen, interne budgettaire en boekhoudkundige controles en audits, administratieve en budgettaire controle en de begrotingsstructuur van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen)

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 28/3, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, de artikelen 100 en 101, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2019 houdende organisatie van diverse budgettaire en boekhoudkundige maatregelen, interne budgettaire en boekhoudkundige controles en audits, administratieve en budgettaire controle en de begrotingsstructuur van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen);

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 juli 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2023;

Gelet op het verslag van 10 juli 2023, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op en het advies van de financiële en budgettaire Monitoringsraad, gegeven op 1 september 2023;

Gelet op het advies van Cel voor financiële informatie, gegeven op 1 september 2023;

Gelet op de het advies van de Algemene Raad van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), gegeven op 7 september 2023;

Gelet op het advies nr. 74.486/2 van de Raad van State, gegeven op 11 oktober 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid en Sociale Actie, van de Minister belast met Kinderbijslag en van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen betreffende de uitwerking van de begroting*

Art. 2. Artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2019 houdende organisatie van diverse budgettaire en boekhoudkundige maatregelen, interne budgettaire en boekhoudkundige controles en audits, administratieve en budgettaire controle en de begrotingsstructuur van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen) wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de woorden "Op basis van de in artikel 20 bedoelde elementen evalueert het Agentschap" vervangen door de woorden "Het Agentschap evalueert" en worden de woorden "die in de budgettaire omzendbrief van de Waalse Regering zijn opgenomen" ingevoegd tussen de woorden "macro-economische parameters" en de woorden "en op basis van de geplande meerjarige ontwikkeling".

Art. 4. In Boek II, Titel II, Hoofdstuk I, Afdeling 1, van hetzelfde besluit, wordt onderafdeling 1, die artikel 22 bevat, opgeheven.

Art. 5. In artikel 23 van hetzelfde besluit, worden de woorden "artikel 20" vervangen door de woorden "artikel 21".

Art. 6. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de woorden "in artikel 20" vervangen door de woorden "in artikel 21";

2° in paragraaf 3, worden de woorden "uiterlijk op 15 april van het jaar dat aan het betrokken begrotingsjaar voorafgaat" opgeheven.

Art. 7. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het derde lid worden de woorden "in artikel 20" vervangen door de woorden "in artikel 21";

b) het laatste lid wordt opgeheven;

2° in paragraaf 2 wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 8. In artikel 26 van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

"De Algemene Raad stelt het ontwerp van begroting van de opdrachten vast op basis van de elementen bedoeld in artikel 25 alsook het ontwerp van beheersbegroting vastgesteld op basis van de parameters bedoeld in artikel 21. "

Art. 9. In artikel 33 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 10. Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 11. In artikel 36 van hetzelfde besluit worden de woorden "Op basis van de in artikel 20 bedoelde elementen evalueert het Agentschap" vervangen door de woorden "Het Agentschap evalueert".

Art. 12. In Boek II, Titel II, Hoofdstuk I, Afdeling 1, van hetzelfde besluit, wordt onderafdeling 1, die artikel 37 bevat, opgeheven.

Art. 13. In artikel 38 van hetzelfde besluit, worden de woorden "artikel 35" vervangen door de woorden "artikel 36".

Art. 14. In artikel 39 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden "in artikel 35" vervangen door de woorden "in artikel 36";

b) het laatste lid wordt opgeheven;

2° in paragraaf 2 wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 15. Artikel 40, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"De Algemene Raad stelt het ontwerp van begroting van de opdrachten vast op basis van de elementen bedoeld in artikel 39 alsook het aangepast ontwerp van beheersbegroting, vastgesteld op basis van de parameters bedoeld in artikel 36. "

Art. 16. In artikel 47 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 17. Artikel 49 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 49. Elk voorstel voor de technische aanpassing van de begroting wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de betrokken Branchecomités voordat het ter advies wordt voorgelegd aan de Raad van Toezicht op de financiën en de begroting en ter goedkeuring aan de Algemene Raad.

Met de beslissing van de betrokken Branchecomités wordt de procedure voor de technische aanpassing van de begroting in gang gezet. "

Art. 18. Artikel 50 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 50. De Algemene Raad beschikt over de beslissing van de betrokken Branchecomités en het advies van de Financiële en budgettaire raad van toezicht, uiterlijk vijf dagen voordat hij een besluit neemt over het voorstel voor technische aanpassing dat hem wordt voorgelegd. "

Art. 19. Artikel 51 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 20. In artikel 98, § 1, 2°, van hetzelfde besluit, worden de woorden "waarvoor het voorafgaand advies van de Inspecteur van Financiën vereist is overeenkomstig artikel 101" ingevoegd tussen de woorden "facultatieve subsidies" en de woorden "hoger dan 25.000 euro".

Art. 21. Artikel 101 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 101. § 1. Aan de Inspecteur van Financiën worden voor voorafgaand advies voorgelegd:

1° de punten onderworpen aan de voorafgaande instemming van de Minister van Begroting overeenkomstig artikel 98;

2° de punten die ter ondertekening worden voorgelegd aan de Ministers met functionele bevoegdheden, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2015 houdende de overdrachten van de bevoegdheden betreffende de opdrachten van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen), met uitzondering van de subsidies:

a) die toegekend zijn overeenkomstig organieke regelen die de toekenningsvoorwaarden, de begunstigde en het vaste bedrag ervan definitief bepalen;

b) andere, met een bedrag lager dan of gelijk aan 25.000 euro;

3° de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag van de schatting of het bedrag zonder BTW hoger is dan of gelijk is aan de volgende bedragen:

	Open aanbesteding	Mededingingsprocedure met onderhandeling	Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking
	Beperkte aanbesteding	Rechtstreekse onderhandelde procedure met voorafgaande bekendmaking	
		Concurrentiegericht dialog	
		Innovatiepartnerschap	
Werken	500.000	250.000	85.000
Leveringen	250.000	150.000	85.000
Diensten	250.000	150.000	85.000

Het advies van de Inspecteur van Financiën is vereist voor overheidsopdrachten voor bedragen gelijk aan of hoger dan voornoemde bedragen:

- a) in het stadium van het voorstel tot plaatsing van de overheidsopdracht, in functie van de raming ervan;
- b) in voorkomend geval, in het stadium van de beslissing van een niet-openbare procedure, van een mededingingsprocedure met onderhandeling, van een concurrentiegericht dialoog of van de beslissing tot evaluatie van de indicatieve offertes in het kader van een dynamisch aankoopstelsel;
- c) in het stadium van het voorstel tot toewijzing van de overheidsopdracht of van het sluiten van de kaderovereenkomst. Voor iedere wijziging gedurende de uitvoering of afrekening, wordt het bedrag van de hoofdprijs eveneens in overweging genomen.

In afwijking van paragraaf 1, 3°, is het advies van de Inspecteur van Financiën niet vereist voor:

1° elke aankoop uitgevoerd via een aankoopcentrale beheerd door de entiteit, de administratieve dienst met zelfstandige boekhouding, de gewestelijke onderneming of het organisme van type 1, of iedere opdracht berustend op een kaderakkoord gesloten door de entiteit, de administratieve dienst met zelfstandige boekhouding, de gewestelijke onderneming of het organisme van type 1, waarvan het bedrag lager is dan 85.000 euro BTW niet meegerekend. Het bedrag van 85.000 euro BTW niet meegerekend verwijst naar het totaal geraamde bedrag van de aankoop of de opdracht over twaalf maanden;

2° iedere wijziging gedurende de uitvoering of afrekening tot vijftien procent van de waarde van de initiële opdracht. Wanneer meerdere opeenvolgende wijzigingen of afrekeningen gebeuren, wordt de waarde van vijftien procent bepaald op grond van de samengevoegde waarde van de opeenvolgende wijzigingen of afrekeningen.

§ 2. Andere soorten uitgaven of vastleggingen, waarvan het bedrag lager is dan of gelijk is aan 25.000 euro, zijn niet onderworpen aan het voorafgaand advies van de Inspecteur van Financiën. ”.

HOOFDSTUK 3. — Slotbepalingen

Art. 22. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

Art. 23. In afwijking van artikel 22, treden de artikelen 20 en 21 in werking op de eerste dag na de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen die begint te lopen op de dag volgend op zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 24. De Minister van sociale actie en gezondheid en de Minister van begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 november 2023.

Voor de Regering,

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica,
Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

A. DOLIMONT

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/46186]

5 OCTOBRE 2023. — Ordonnance portant modification de l'ordonnance du 4 avril 2019 relative à la constitution, à l'agrément, à la programmation et aux procédures d'agrément des hôpitaux, des formes de collaboration hospitalière ou des activités hospitalières, en ce qui concerne les organisations représentatives du secteur hospitalier

L'Assemblée réunie a adopté et Nous, Collège réuni, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. L'intitulé de l'ordonnance du 4 avril 2019 relative à la constitution, à l'agrément, à la programmation et aux procédures d'agrément des hôpitaux, des formes de collaboration hospitalière ou des activités hospitalières, modifié par l'ordonnance du 22 octobre 2020, est remplacé par ce qui suit :

« Ordonnance relative à la politique hospitalière ».

Art. 3. Dans le chapitre II de la même ordonnance, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

« Art. 4/1. § 1^{er}. Après consultation de la section compétente, le Collège réuni peut fixer des normes d'agrément auxquelles l'organisation représentative doit répondre afin d'être agréée.

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2023/46186]

5 OKTOBER 2023. — Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 4 april 2019 betreffende de oprichting, de erkenning, de programmatie en de erkenningsprocedures van de ziekenhuizen, vormen van samenwerkingsverbanden tussen ziekenhuizen of ziekenhuis-activiteiten, met betrekking tot de representatieve organisaties van de ziekenhuissector

De Verenigde Vergadering heeft aangenomen en Wij, Verenigd College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Art. 2. Het opschrift van de ordonnantie van 4 april 2019 betreffende de erkenning, de programmatie en de erkenningsprocedures van de ziekenhuizen, vormen van samenwerkingsverbanden tussen ziekenhuizen of ziekenhuisactiviteiten, gewijzigd bij de ordonnantie van 22 oktober 2020, wordt vervangen als volgt:

“Ordonnantie betreffende het ziekenhuisbeleid”.

Art. 3. In hoofdstuk II van dezelfde ordonnantie wordt een artikel 4/1 ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 4/1. § 1. Na raadpleging van de bevoegde afdeling kan het Verenigd College erkenningsnormen bepalen waaraan de representatieve organisatie moet beantwoorden om te worden erkend.